



## **DECLARATION LIMINAIRE DE LA CGT EDUC'ACTION DE L'ACADEMIE DE NICE**

**CSA Académique**

**Rectorat de Nice, le 19 juin 2023**

Mme La Rectrice,

Vous nous proposez aujourd'hui l'ordre du jour qui fâche. En effet, pendant 5 mois de lutte contre la réforme des retraites, la régression en marche se poursuivait par ailleurs. Le Ministère a été impitoyable contre celles et ceux qui ont défendu le bien public, en décidant de retirer le maximum de jours de grève possible, de faire appliquer l'Arrêt Aumont dans toutes les combinaisons possibles. Il a décidé de frapper durement les grévistes puis d'ouvrir la séquence qui nous amène aujourd'hui pour chercher à nous achever.

Le projet de Pacte et de la formation hors temps de travail à venir pourrait se traduire sans trahir l'auteur par « les enseignants sont des glandeurs, mettons-les au travail ». Ne nous mentons pas, vous ouvrez des discussions pour avoir le droit de claironner à l'instar du Ministre que « les négociations avec les organisations syndicales ont eu lieu ». Elles n'auront pas lieu pour la CGT Educ'Action. Ce n'est pas habituel de notre part dans ce CSA académique mais n'attendez pas ne serait-ce même qu'une « critique constructive ».

Le Pacte, c'est la mort qui rôde sur les cendres de notre paupérisation. Vous nous rappellerez sans doute après nos interventions « l'effort salarial historique » puisque c'est l'élément de langage. La réalité c'est qu'historiquement nous n'avions jamais autant perdu de pouvoir d'achat qu'au cours de l'année écoulée (jusqu'à +16% d'inflation sur les produits alimentaires) et qu'aucune des propositions actuelles (au mieux 5%) n'enrayera cela et que l'attractivité de nos métiers baisse encore. Nous le disons, quand bien même la question salariale serait prégnante, il faut refuser le Pacte. Premièrement, parce que personne ne demande à travailler plus. Deuxièmement, parce que nos conditions de travail et nos rapports hiérarchiques (déjà compliqués) vont encore se dégrader et les épuisements professionnels se multiplier. Troisièmement, parce que c'est la dérégulation des ORS, l'annualisation du temps de travail, le contournement des grilles de rémunération et donc la casse des statuts. Quatrièmement, parce que la rémunération indemnitaire est précaire et n'entre pas dans le calcul des retraites. Cinquièmement, parce que la rémunération indemnitaire crée de nombreuses inégalités : femmes-hommes, entre premier et second degré, entre corps et disciplines du second degré. J'ai aussi un sixièmement, septièmement etc... Tant qu'à faire poursuivons sur la formation hors temps scolaire. Travailler plus pour quelques miettes indemnitaires, travailler pendant les vacances scolaires puisque votre gestion catastrophique des Ressources Humaines conduit à assécher tous les corps et que les moyens de remplacement sont quasi-inexistants. C'est plus une stratégie pour faire fuir les cerveaux que pour redorer nos métiers, nos missions, notre institution. C'est cohérent pour ceux qui comme nous croient que le réel projet est celui décrit par Chomsky : mettre fin à notre service public. Ce que nous pouvons vous assurer c'est que nous mettrons toutes nos forces militantes contre.

Venons-en à l'autre point qui fâche : la réforme de la voie professionnelle. Pour changer, nous commencerons par la conclusion : on retire du temps de formation aux lycéennes et lycéens de 15, 16, 17 ans, les plus modestes de France, pour les envoyer rapidement au boulot et combler les emplois en tension. C'est ça le fond de leur réforme, le travail des enfants et rien d'autre. Travail pas qualifié, peu qualifiant, travail peu rémunérateur ni tout de suite ni plus tard. La voilà l'Ambition, mot creux

répété à l'envie partout : la disqualification scolaire et la disqualification sociale au programme. L'ancien DRAFPIC l'avait illustrée d'ailleurs en séance régionale en parlant du Lycée Pasteur, avec pour projet de remplacer une formation qualifiante par de l'alternance parce qu'ouvrez les guillemets « c'est bien pour ces jeunes-là ». Autrement dit ces pauvres de la Vallée du Paillon. Quelle honte de parler d'Ambition pour une jeunesse à laquelle on aura retiré en l'espace de 14 ans : une année de formation en 2009, réduit drastiquement l'enseignement général en 2018, et maintenant ils veulent augmenter de plus de 50% la durée des PFPM. Toujours plus loin de l'Ecole et de la citoyenneté toujours plus près de l'adéquationisme économique. Pourtant, au moment où les enjeux sociaux et écologiques nous obligent à penser différemment les futurs métiers, le monde du travail a besoin de citoyennes et de citoyens qui réfléchissent pour développer les métiers utiles des décennies à venir, et ce dans tous les domaines (métiers du lien, du bâtiment, métiers industriels, artisanaux, etc.). Pour pouvoir continuer à parler de « métiers » et non de simples « emplois », on ne peut pas former un professionnel éclairé dans une entreprise unique, le temps d'un apprentissage. Ici nous ne parlons donc pas d'une simple réforme mais d'un projet sociétal mortifère. La CGT Educ'Action qui porte dans son ADN la volonté d'émanciper la jeunesse combattra fermement cette réforme qui les éduque à l'aliénation au patronat.

C'est un ordre du jour qui fâche, donc, et pour conclure nous vous parlerons, Madame La Rectrice, d'événements récents pour le moins fâcheux. Pour tout préalable : la CGT Educ'Action condamne tout acte de prosélytisme à l'école. Et ce, quelle que soit la religion concernée, nous affirmons sans relâche notre attachement à la laïcité dans l'esprit de la loi de 1905. Nous affirmons que les personnels de l'Education Nationale ont le savoir-faire pour organiser les remédiations nécessaires autour de la question de la laïcité auprès des enfants pour garantir ce principe. Encore faut-il pouvoir le faire, avec des moyens et surtout dans un climat serein, loin des instrumentalisation politiques et des obsessions xénophobes particulièrement en vogue sur notre territoire. Territoire où l'extrême droite progresse sans cesse : plus de 40% dans le 06 et 43% dans le 83 au Premier tour de la présidentielle de 2022. Je crois pouvoir dire aussi, par expérience de nos échanges, que cet ennemi-là nous l'avons en commun. Alors, suite au communiqué du Maire de Nice le 16 juin concernant des prières ou minutes de silence à caractère religieux de la part d'une quinzaine d'enfants dans trois écoles primaires, et du port d'une abaya dans un collège et un lycée de Nice et de Vallauris, nous ne comprenons pas l'empressement du Ministre à se montrer solidaire de celui-ci qui utilise le contexte pour illustrer une prétendue « dérive de la société » ou d'un « séparatisme en marche ». Le même Christian Estrosi qui parle régulièrement de « cinquième colonne islamiste ». En faisant de ces signalements une affaire nationale, les peurs sont attisées et les raccourcis font florès. Qui plus est cela expose les enfants, leurs parents et l'ensemble des communautés éducatives de ces écoles et établissements à un battage médiatique délétère qui les met en danger, dans un contexte où les affaires de ce type sont régulièrement montées en épingle et où les violences des milices d'extrêmes droites ne se cachent même plus la nuit. Mme La Rectrice, sous le feu des projecteurs, les flots de Tweet, reconnaissons que vous avez temporisé et cherché à traiter ces sujets selon nos procédures bien que discutables et bien que perfectibles. Pour autant le mal est fait.

Pour la CGT Educ'Action cette séquence est révélatrice d'une chose : l'Ecole publique est en grande souffrance. Manque de moyens qui permettraient un encadrement des enfants plus conséquent, harcèlement scolaire, réformes successives sans bilan précédentes, problèmes d'amiante et locaux vétustes, perte d'attractivité du métier d'enseignant, ségrégation sociale au bénéfice de l'enseignement privé... Pour autant, à peu près tout ce qui se fait d'élus par chez nous a sauté sur cette occasion pour faire briller leurs rances lubies. Plutôt que de la défendre, ils l'accablent et se servent sur le plateau d'argent qui leur est tendu. C'est choquant et indigne.

*Olivier GERARD*  
*Secrétaire Général Académique de la CGT Educ'Action*